

Forêts, société et faune sauvage

U*nasy*lva célèbre l'Année internationale de la biodiversité, 2010, en examinant les stratégies qui permettent la cohabitation harmonieuse des forêts, de la société et de la faune sauvage. Le présent numéro analyse les défis que présente l'établissement d'un équilibre entre la conservation et l'utilisation de la biodiversité végétale et animale dans un milieu forestier, notamment lorsque les moyens d'existence des populations tributaires de la forêt et la survie des espèces sont en jeu.

Le premier article, de E. Kaeslin et D. Williamson, fait la synthèse des questions et enjeux principaux dont il faut tenir compte dans la gestion des forêts et de la faune sauvage, afin que ces derniers et la société puissent tous en bénéficier. Les thèmes considérés comprennent les menaces aux forêts et à la faune sauvage forestière que posent leur surexploitation et leur commerce incontrôlé; le conflit humains-faune sauvage; les possibilités et les risques inhérents à l'écotourisme; et les difficultés d'intégrer la conservation et le développement.

En Afrique notamment, le voisinage croissant des personnes et des animaux sauvages a multiplié les pertes de vies humaines et de propriété dues au conflit humains-faune sauvage. Une brève présentation introduit une boîte à outils mise au point par la FAO et des partenaires en Afrique australe pour aider les villageois à choisir les solutions qui conviennent selon le cas.

S. Nguiffo et M. Talla analysent les raisons de l'inefficacité de la loi relative à la faune sauvage au Cameroun, et attribuent ses violations fréquentes au fait que la contribution des coutumes locales à la gestion durable des ressources fauniques est mal reconnue. L'article met en évidence les contradictions d'une loi qui encourage les safaris et la chasse sportive dont les revenus profitent à l'État, mais interdit en revanche les pratiques de chasse traditionnelles qui sont fondamentales pour la culture et les moyens d'existence locaux.

Les articles qui suivent passent en revue certains aspects de la participation communautaire à la conservation de la biodiversité. E.K. Alieu, qui tire surtout parti d'exemples relatifs à la Sierra Leone, souligne l'importance d'incorporer le savoir et les pratiques traditionnels aux stratégies de conservation. Il insiste sur le fait que la participation des communautés à la conservation est le meilleur moyen d'obtenir leur appui pour sa protection.

Rawee Thaworn, L. Kelley et Y. Yasmi présentent l'expérience de la Thaïlande, où la création d'un parc national a empêché les communautés locales de poursuivre leurs activités rémunératrices. Dans ce cas, l'exclusion – la mesure traditionnelle de protection de la biodiversité – a provoqué de graves conflits entre les villageois et les autorités du parc. Les auteurs décrivent le processus de négociation qui a finalement permis de désamorcer les polémiques et de légitimer à nouveau certains droits à l'utilisation des ressources dont bénéficiaient jadis les villageois. Cette politique a non seulement contribué à la survie des villageois, mais les a aussi encouragés à devenir des promoteurs actifs des mesures de protection.

Le Népal a une longue expérience en matière d'approches communautaires de la conservation. T.B. Khatri présente une des solutions

adoptées pour équilibrer la conservation et les moyens d'existence communautaires dans les aires protégées du Népal: l'établissement de zones tampons où est permise l'utilisation durable des ressources naturelles et où une partie des revenus tirés de la gestion des aires protégées (notamment du tourisme) est réinvestie dans le développement local.

En Afrique du Sud, la fin de l'apartheid a créé une situation particulière pour le transfert de la gestion forestière, du fait que les terres confisquées auparavant sont maintenant restituées à leurs propriétaires légitimes. M.A.I. de Koning décrit un modèle conçu pour négocier des accords de cogestion relatifs à la restitution des terres dans les aires protégées. La viabilité de la cogestion est évaluée d'abord sur la base de la valeur de la biodiversité et du tourisme de la zone.

L'écotourisme est un moyen relativement nouveau d'unir avec profit les forêts, la société et la faune sauvage. Il peut sensibiliser les personnes aux besoins de conservation et offre des opportunités de revenu durables en milieu rural. A. Bien explique sa croissance et son succès particulier au Costa Rica, notant aussi les dangers à prendre en compte lors de la formulation de politiques qui visent à promouvoir l'écotourisme. Ensuite, un bref article décrit une forme originale d'écotourisme: les chemins des cimes qui, tout en ayant été créés initialement pour la recherche, permettent désormais à des touristes en tous genres et venant de toutes les régions d'explorer les forêts par le haut.

Enfin, L. Miles et B. Dickson font le point sur les perspectives de la conservation de la biodiversité dans le contexte des négociations mondiales sur le changement climatique. Ils expliquent comment le programme REDD-plus – qui vise à réduire les émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts, y compris la conservation et le renforcement des stocks de carbone forestier et la gestion durable des forêts – peut être planifié de façon à promouvoir les avantages de la biodiversité tout en combattant le changement climatique.

D'autres articles plus courts décrivent l'approche de la FAO «Une seule santé» appliquée à la santé animale, qui souligne la connectivité des écosystèmes, de la faune sauvage, du bétail et des individus face aux menaces de maladies émergentes; les mérites des insectes comestibles; la création de capacités locales pour mettre en œuvre la Convention sur le commerce international des espèces de flore et de faune sauvages menacées d'extinction (CITES), en ce qui concerne les espèces ligneuses; et un projet suisse qui offre à des volontaires – notamment des employés institutionnels – l'opportunité d'entreprendre des activités pratiques d'entretien des forêts, ce qui profite à la fois aux forêts et aux volontaires.

Jusqu'à ces dernières décennies, la stratégie principale de conservation de la biodiversité forestière consistait à interdire aux gens l'accès à la forêt. S'il est vrai qu'il y aura toujours des cas où la protection intégrale sera nécessaire, il n'en demeure pas moins, comme le montrent les articles de ce numéro, que permettre aux communautés locales, et parfois même aux touristes, d'utiliser et d'apprécier les ressources naturelles peut s'avérer un meilleur moyen d'assurer leur conservation. Seules les solutions éclairées, aptes à établir l'équilibre entre les différents intérêts et à intégrer (plutôt qu'à dissocier) l'utilisation des ressources et la conservation, ont des chances de succès.